



CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Règlement de consultation

N°6/2021

TRAVAUX – AMENAGEMENT DE PARKINGS

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Date et heure limites de réception des offres

Vendredi 18 juin 2021 à 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 3 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : DEPOT DES OFFRES	4
ARTICLE 5 : PIECES OBLIGATOIRES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT	5
ARTICLE 6 : VISITE OBLIGATOIRE DU SITE	6
ARTICLE 7 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE	6
ARTICLE 8 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	7

ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1-1 : NOM ET ADRESSE

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE
22, boulevard Gambetta
CS 30140
63403 Chamalières Cedex

ARTICLE 1-2 : PERSONNES A CONTACTER POUR DES RENSEIGNEMENTS

- Renseignements administratifs

M. MANARANCHE – Responsable des Services Economiques

Tel : 04 73 17 63 00

Fax : 04 73 17 63 01

Mail : j.manaranche@cdef63.fr

- Renseignements relatifs aux travaux à réaliser

M. LAGARDE – Responsable Service Technique

Tel : 04 73 17 63 00

Fax : 04 73 17 63 01

Mail : atelier@cdef63.fr

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2-1 : OBJET DU MARCHE

Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille de Chamalières représenté par Monsieur LAMAISON– Directeur, procède à un marché qui porte sur l'aménagement de plusieurs parkings sur son site.

ARTICLE 2-2 : PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est un marché à procédure adapté.

Il s'agit d'un marché de travaux.

ARTICLE 2-3 : ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. La mise en place de lots risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

ARTICLE 2-4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE
22, boulevard Gambetta
CS 30140
63403 Chamalières Cedex

ARTICLE 2-5 : NOMENCLATURE APPLICABLE AU MARCHE (CLASSIFICATION CPV)
45223300-9 - Travaux de construction de parking

ARTICLE 2-6 : VARIANTES

Les variantes sont autorisées. Les candidats devront toutefois répondre à l'offre de base. Elles peuvent notamment porter sur les éléments liés à la réalisation des travaux indiqués dans les documents contractuels.

ARTICLE 2-7 : NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier sur les éléments du marché :

- Prix

Et/ou

- Valeur technique

ARTICLE 3 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 3-1 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est remis gratuitement à chaque candidat. Il comprend :

- La lettre de candidature (DC1),
- La déclaration du candidat (DC2),
- Le règlement de consultation,
- Le cahier des clauses particulières et le plan de récolement annexé,
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF),
- Un plan d'implantation qui servira de support pour les candidats afin d'indiquer les aménagements proposés (remis lors de la visite obligatoire),
- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1).

ARTICLE 3-2 : RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation peut être téléchargé sur les sites suivants :

www.boamp.fr

www.achatpublic.com

www.cdef63.fr

Les candidats doivent télécharger le dossier de consultation sur la plateforme achatpublic.com. Les offres devront être déposés sur cette plateforme conformément à l'article 4 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 : DEPOT DES OFFRES

Les plis doivent être transmis sous forme dématérialisée sur la plateforme www.achatpublic.com conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique.

Date limite de réception des offres (cf. page de garde)

Toute soumission arrivée après le **la date indiquée en page de garde** sera exclue de la consultation.

ARTICLE 5 : PIECES OBLIGATOIRES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT

Chaque candidat est tenu de fournir obligatoirement les documents suivants (obligatoirement rédigés en langue française). Toutefois, conformément à l'article R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements déjà fournis au pouvoir adjudicateur dans le cadre de précédentes consultations et qui demeurent valables.

□ Documents relatifs à la candidature :

- Lettre de candidature (DC 1) ;
- Déclaration du candidat (DC 2) ;
Ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) ;
- Tout document prouvant son habilitation à effectuer les prestations demandées (certifications, normes et tout autre élément permettant de juger le sérieux de l'entreprise) ;
- Références professionnelles et capacité humaine et technique du candidat (moyens en personnel, outillage, matériel, équipement divers) : **Le candidat devra préciser les moyens humains et matériel prévu pour les travaux – objet du marché ;**
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de soumissionner ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

□ Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra, sur simple demande écrite du CDEF et dans un délai de 10 jours, pouvoir produire :

L'ensemble des pièces indiquées ci-dessous, doivent être fournis tous les 6 mois au pouvoir adjudicateur jusqu'à la fin d'exécution du marché.

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

(Le candidat, qui ne remet pas ces pièces, est éliminé. Le candidat classé immédiatement après sera alors sollicité).

□ Documents relatifs à l'offre :

- Le règlement de consultation ;
- Le cahier des clauses particulières,
- Le DPGF dûment complété (format tableur (Excel ou équivalent) – prix tableur font foi) ;
- Le candidat devra fournir un mémoire technique regroupant :
 - ⇒ La présentation de sa société
 - ⇒ Un descriptif des étapes mises en œuvre pour l'exécution des travaux
 - ⇒ Un échéancier prévisionnel des travaux correspondant au phasage des travaux
 - ⇒ Un plan d'implantation des places de stationnement réalisé à partir des documents fournis par le pouvoir adjudicateur lors de la visite obligatoire
 - ⇒ Un descriptif des matériaux utilisés pour les travaux, accompagné des fiches techniques
- L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1)

ARTICLE 6 : VISITE OBLIGATOIRE DU SITE

Une visite sur site est obligatoire. Les candidats pourront ainsi prendre connaissance des sites du CDEF faisant l'objet de travaux conformément au descriptif indiqué dans le CCP. Lors de cette visite, le pouvoir adjudicateur remettra le plan de chacun des sites concernés à l'échelle 1/250 qui servira de plan d'implantation des places de stationnement.

L'offre du candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Deux dates sont prévues pour les visites : **Les mercredis 26 mai et 2 juin 2021 de 9h00 à 11h00**

Pour l'établissement de son offre, le candidat est réputé avoir préalablement :

- Pris connaissance des plans et documents du présent dossier, liés à la réalisation des travaux, des sites et de tout autre élément en relation avec l'exécution du marché,
- Procédé à une visite détaillée des sites afin d'en apprécier les conditions d'exécution des travaux (contraintes, dénivelé des sols, accès à la circulation...).

Les candidats signeront un document attestant de leur visite au CDEF. Les visites se feront en présence du responsable du service technique ou de son représentant.

ARTICLE 7 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

ARTICLE 7-1 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants :

1. VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE - 50 %

- ⇒ Descriptif des étapes mises en œuvre pour l'exécution des travaux, échéancier prévisionnel des travaux et matériaux utilisés – 10 %
- ⇒ Implantation proposée par les candidats : La qualité des plans réalisés et l'optimisation de l'espace (nombre de places proposées et leur disposition) seront prises en compte – 40 %

2. PRIX GLOBAL DE L'OFFRE - 50 %

VISA CDEF

VISA TITULAIRE

ARTICLE 7-2 : ATTRIBUTION DU MARCHE

La personne publique se réserve le droit de ne pas donner suite à l'ensemble du marché ou à un ou plusieurs lots si aucune offre n'est jugée acceptable au regard des critères définis à l'article 7-1 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 8 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Chamalières, le	Fait àLe,.....
M. J-M. LAMAISSON Directeur	MENTION « Lu et approuvé » Le Fournisseur (cachet et signature)